



Communiqué de presse de l'ADTC - Se déplacer autrement

Appel à projets de transports collectifs en site propre Les résultats obtenus par le SMMAG sont décevants

Les résultats de l'appel à projets lancé par l'État pour co-financer des infrastructures de transport public viennent d'être annoncés. Cet appel à projets, le quatrième et dernier lancé dans le cadre du Grenelle de l'environnement, est destiné à subventionner des projets d'infrastructures de transport public à condition que les collectivités débutent les travaux avant 2025.

Projet de Métrocable non prioritaire

En dehors de quelques projets d'aménagement de pôles d'échanges multimodaux et des aménagements ponctuels pour les bus, le seul projet retenu par l'État pour la métropole grenobloise est le Métrocable avec une subvention de 5,11 M€.

L'ADTC rappelle que ce projet « vitrine » est loin d'être prioritaire : le trafic attendu est très faible au regard du montant de l'investissement (65 M€). Ce projet n'est pas à la hauteur des enjeux de report modal pour diminuer la part de la circulation automobile, de lutte contre la pollution et de meilleure desserte de l'agglomération.

Bien d'autres projets sont nécessaires et seraient bien plus utiles

- prolongement de la ligne E de tram à Pont de Claix, où les études montrent un potentiel de trafic très important et les attentes très fortes des habitants.
- prolongement de la ligne A de tram à Sassenage, sur un secteur où la circulation automobile est intense.
- création d'une ligne de tram vers le Grésivaudan, où les lignes de bus ne sont pas assez attractives
- prolongement de la ligne D de tram vers Grand-Place au sud et raccordement à la ligne B au nord, pour créer une ligne de rocade et rendre cette ligne plus efficace.

L'ADTC regrette que l'un de ces projets n'ait même pas été présenté à ce 4ème appel à projets.

Un développement des transports publics figé depuis 2015

Grenoble est passée à côté d'une opportunité de bénéficier de subventions de l'État. La situation des transports publics risque de rester figée de nombreuses années alors qu'une meilleure utilisation de l'argent public aurait permis de reprendre une dynamique interrompue depuis 2015 de développement des transports publics si nécessaires à notre agglomération.

Cette absence de volonté de développer les transports en commun est d'autant plus inacceptable que dans le même temps, les chantiers pour les infrastructures routières avec les travaux de l'A480 et de l'échangeur du Rondeau représentent un investissement de 400 M€ entre 2019 et 2024.

Contact Presse :

- Emmanuel COLIN de VERDIERE, président ADTC - Se déplacer autrement
- François LEMAIRE, vice-président ADTC - Se déplacer autrement